

Corinne Deloy

J-7

# Angela Merkel toujours en tête des sondages mais l'écart avec l'opposition se resserre à une semaine des élections allemandes

61,8 millions d'Allemands sont conviés à se rendre aux urnes le 22 septembre prochain pour désigner les membres du Bundestag, chambre basse du parlement allemand.

La chancelière sortante Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU) domine les enquêtes d'opinion et, à une semaine du vote, reste la grande favorite du scrutin. L'écart entre son parti et l'opposition de gauche, formée par le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts, s'est cependant légèrement resserré au cours des derniers jours.

La CDU a centré sa campagne sur la poursuite de la croissance et de la discipline budgétaire, le développement des investissements, le renforcement de l'aide aux familles et le refus de tout alourdissement de la fiscalité. La justice sociale et une plus grande solidarité européenne sont les thèmes majeurs du programme du SPD.

« *Il n'existe pas de Wechselstimmung (désir de changement) en Allemagne* » écrit Ulrike Guérot, directrice du bureau berlinois de l'ECFR. La victoire d'Angela Merkel semble acquise mais la question de qui sera(ront) son (ou ses) partenaires gouvernementaux demeure. Tout dépendra bien sûr du rapport de force qui émergera au soir du 22 septembre. Les libéraux (FDP) vont-ils être évincés du Bundestag ? Quel sera le résultat des verts ? Le Parti de gauche (Die Linke) peut-il bloquer (ou sauver) la situation pour la gauche ? L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti anti-euro, peut-il créer la surprise et mettre la droite allemande en danger ? L'archevêque de Fribourg (Bade-Wurtemberg) et président de la conférence épiscopale des évêques allemands, Monseigneur Bernard Zollitsch, a mis en garde les Allemands contre la tentation de voter pour ce parti. « *Notre avenir réside dans l'Europe et pas dans le retour aux Etats nations. J'espère que nous avons durablement dépassé cette question et qu'il ne s'agit que de quelques nostalgiques qui n'entreront pas au Bundestag* » a-t-il déclaré. « *Les choses ne vont pas assez mal pour que les Allemands votent pour un parti anti-euro. L'Allemagne va bien, les gens n'ont pas peur pour leur travail ou leur retraite* » affirme Carsten

Koschmieder, politologue de l'université libre de Berlin.

La chancelière sortante aimerait reconduire sa coalition gouvernementale avec le Parti libéral (FDP) mais celui-ci n'est pas assuré de recueillir le seuil de 5% des suffrages obligatoires pour être représenté au Bundestag. Un paradoxe alors que l'Allemagne n'a sans doute jamais été aussi libérale qu'en 2013. Le FDP, qui avait réalisé lors des précédentes élections du 22 septembre 2009 le résultat le plus élevé de leur histoire (14,6% des voix), se présente comme le parti « *de la famille normale, avec un père et une mère qui travaillent et deux enfants, la famille dont on ne parle jamais dans les journaux* » selon les propres termes de leur dirigeant Philipp Rösler. Il s'oppose, comme la chancelière sortante, à toute augmentation d'impôts mais, contrairement à elle, ne tire aucun bénéfice de leur participation au gouvernement depuis 2009.

Angela Merkel pourrait donc arriver en tête des élections et se trouver dans l'impossibilité de former une majorité de gouvernement, à moins de s'allier avec le SPD dans une grande coalition que souhaite d'ailleurs la majorité des Allemands selon les enquêtes d'opinion (52%).

Peer Steinbrück, ancien ministre des Finances de la grande coalition dirigée par Angela Merkel entre 2005 et 2009, a indiqué qu'il n'y participerait pas. Le SPD a en effet été le grand perdant de son alliance avec la CDU : le parti avait obtenu le résultat le plus faible de son histoire (23%) lors des élections du 22 septembre 2009. « *Etant donné que j'ai gouverné une grande coalition, je ne serais absolument pas crédible si j'excluais cette option* » a indiqué la chancelière sortante dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 17 août dernier.

L'Allemagne sera-t-elle prochainement gouvernée par une coalition inédite de 3 partis ? A une semaine des élections, la reconduction de la coalition sortante CDU/CSU- FDP est loin d'être assurée. Quant à l'union du SPD et des Verts, elle recueille seulement 37% des suffrages dans la dernière enquête d'opinion publiée par l'institut Infratest dimap, soit loin de la majorité absolue. Les 2 partis ayant catégoriquement affirmé qu'aucune union avec le Parti de gauche (Die Linke) n'était concevable, les forces de gauche ne semblent pas en mesure de s'imposer.

### Angela Merkel fait la course en tête...

Les 3/4 des Allemands déclarent apprécier leur chancelière sortante (72%). Si le chancelier allemand était élu au suffrage universel direct, 55% des hommes et 65% des femmes reconduiraient Angela Merkel à son poste quand 33% des hommes et 24% des femmes lui préféreraient son rival Peer Steinbrück. 7 Allemands sur 10 (70%) disent apprécier la chancelière (moins de la moitié – 47% – portent le même jugement sur le candidat du SPD selon une enquête publiée par l'institut Infratest dimap au début du mois de septembre). Angela Merkel mise sur sa popularité et sur la confiance que lui accordent ses compatriotes pour cette campagne électorale. Les sondages montrent toutefois que les Allemands sont davantage séduits par la personnalité (sobriété et pragmatisme) d'Angela Merkel que par son bilan gouvernemental ou son programme. En outre, la traduction de sa popularité en suffrages n'est pas assurée. Depuis 2002 en effet, les enquêtes d'opinion réalisées à un mois des élections législatives ont toujours crédité la CDU d'un résultat supérieur à

celui qu'elle a finalement obtenu dans les urnes.

« *Vous me connaissez* » a affirmé la chancelière sortante en conclusion du débat télévisé qui le 1er septembre dernier l'a opposé à son adversaire. « *Deutschland ist stark, so soll es bleiben* (l'Allemagne est forte et elle doit le rester) » peut-on lire sur les affiches de campagne de la CDU sur lesquelles le visage d'Angela Merkel est omniprésent.

D'ici au 21 septembre, *Mutti* (Maman) comme on l'appelle en Allemagne va sillonner le pays. Elle visitera deux villes par jour – soit 56 réunions publiques au total – et terminera sa campagne dans son fief de Stralsund sur les bords de la Baltique. Son discours devrait s'appuyer sur la nécessité d'une gestion rigoureuse des finances publiques sans oublier la justice sociale. Elle rappellera le bilan de ses 4 années : croissance de 0,7% au deuxième trimestre 2013, consommation des ménages en hausse, rebond des investissements, hausse des salaires (3,8% en 2013 et 3,6% prévus en 2014), taux de chômage de 6,8% – le chiffre le plus faible depuis la réunification du pays (près de 2 millions d'emplois ont été créés depuis 2009) –, excédent budgétaire depuis 2012 et dette publique inférieure à la moyenne de la zone euro (et en légère baisse cette année). L'Allemagne a conservé son triple A et est le seul pays de l'Union européenne à ne pas s'être désindustrialisé et à ne pas avoir perdu de parts de marché. Enfin, Berlin vient de gagner deux places dans le rapport du Forum économique mondial (WEF) sur la compétitivité mondiale, le pays est passé de la 6e à la 4e place derrière la Suisse, Singapour et la Finlande. L'indice du baromètre IFO, qui mesure la confiance dans le climat des affaires dans le pays (7000 entreprises ont été interrogées), a de nouveau augmenté en août et s'établit à 107,5 (106,2 en juillet) de même que l'indice qui mesure l'appréciation par entrepreneurs pour les 6 mois à venir (112 pour 110,1 en juillet). « *Beaucoup de gens vont mieux qu'il y a 4 ans* », « *Nous sommes l'ancre qui stabilise l'Europe, le moteur de sa croissance et nous voulons continuer à l'être. Nous ne devons en aucun cas mettre ce rôle en péril* » répète la chancelière sortante qui, lors de ses vœux le 1er janvier dernier avait cité cette phrase de Démocrite : « *Le courage est au début de l'action, le bonheur à la fin* ».

« *La CDU est là pour vous permettre de réaliser vos*

rêves » a lancé Angela Merkel le 14 août dernier à Seligenstadt. « Pour l'Allemagne », « Ensemble vers le succès », « Des chances pour tous ! » sont quelques uns des slogans de la CDU qui ne doute pas de sa victoire le 22 septembre.

Le SPD a tenté de se démarquer de la politique européenne de la chancelière mais la crise de la zone euro et de la dette ne constitue pas un sujet de clivage politique. « La politique menée pour gérer la crise européenne a échoué » a déclaré Peer Steinbrück. La gauche a accusé le gouvernement de ne pas vouloir révéler le coût de l'aide aux pays en difficulté. Mais lorsque Peer Steinbrück affirme que « s'il avait été chancelier, les plans d'aide aux pays du sud de l'Europe auraient comporté des mesures de relance », Angela Merkel a beau jeu de le remercier d'avoir voté en leur temps les plans décidés par son gouvernement. Elle a reproché au chancelier Gerhard Schröder (1998-2005) (SPD) d'avoir, en 2000, accepté l'entrée de la Grèce dans l'Union économique et monétaire (UEM). « La crise a mis plusieurs années à émerger, en raison d'erreurs constitutives à l'euro. La Grèce par exemple n'aurait jamais dû être admise dans l'euro » a-t-elle ainsi déclaré le 27 août à Rensburg.

Angela Merkel n'hésite pas à saluer les réformes mises en place dans les années 2000 par le chancelier Gerhard Schröder et qui ont redressé la compétitivité du pays en imposant une plus grande flexibilité du marché du travail. Paradoxalement, le crédit des réformes du chancelier social-démocrate revient à la chancelière sortante alors que le SPD tente de s'en écarter, celles-ci ayant été mal acceptées par une partie importante de leurs électeurs qui reprochent à la gauche d'avoir contribué à créer (et de tolérer) un capitalisme financier. « Sur l'Agenda 2010, des erreurs doivent être corrigées » a ainsi souligné Peer Steinbrück.

Le candidat de l'opposition a également tenté de mettre la chancelière en défaut sur les révélations faites par Edward Snowden, ancien consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA) des Etats-Unis, à propos du programme de surveillance électronique PRISM par lequel les Etats-Unis espionnaient les chancelleries européennes. 500 millions de données allemandes auraient été récupérées chaque mois par l'Agence

américaine. « En tant que chancelière, Angela Merkel a fait le serment de protéger le peuple allemand mais il a été porté atteinte de façon massive aux droits fondamentaux des citoyens allemands » a déclaré Peer Steinbrück au quotidien Bild. Le SPD a obtenu la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet. Mais un proche de la chancelière, chargé des services secrets, a publié un document montrant que Frank-Walter Steinmeier (SPD), ancien ministre des Affaires étrangères (2005-2009), ancien vice-chancelier (2007-2009) et actuel président du groupe SPD au Bundestag, avait, alors qu'il était directeur de la chancellerie en 2002, signé un accord avec les Etats-Unis et que le SPD était donc depuis longtemps au courant des agissements de la NSA.

On remarquera que le Parti pirate (P), pourtant centré sur les questions de circulation des données, n'a pas réellement profité de l'affaire PRISM.

Peer Steinbrück s'est violemment opposé à toute intervention en Syrie après l'attaque chimique du 21 août dernier dans les faubourgs de Damas imputée au pouvoir en place dirigé par Bachar el-Assad. Pour le candidat SPD, il faut rompre avec la logique militaire qui « n'aiderait en rien le peuple syrien ». Son parti affirme que cela « renforcerait les divisions de la communauté internationale et rendrait impossible toute tentative d'apaiser cette région du monde ». La chancelière sortante a indiqué qu'il fallait sanctionner le gouvernement syrien mais, avertie du fait que la majorité des Allemands sont défavorables à toute ingérence, s'est gardée de se prononcer en faveur d'une intervention. « Il n'y aura pas d'intervention militaire de l'Allemagne » a déclaré Angela Merkel le 9 septembre dernier.

La politique étrangère mobilise traditionnellement peu les électeurs allemands et la campagne électorale se joue principalement sur les questions sociales.

### ... mais l'écart entre gauche et droite se resserre

« Le vote risque d'être très serré » répète la chancelière sortante. A une semaine du scrutin, les forces de gauche reprennent en effet un peu de vigueur, tout en restant largement distancées dans les enquêtes d'opinion.

Peer Steinbrück a fait une prestation honorable lors du débat télévisé qui l'a opposé à Angela Merkel le 1er septembre dernier et retransmis sur les 4 principales chaînes de télévision. Les débats télévisés ont cependant jusqu'à maintenant (le premier date seulement de 2002 en Allemagne) peu pesé sur le résultat final des élections..

Peer Steinbrück a attaqué la chancelière sortante sur sa politique sociale et mis en avant l'une des meures phares du SPD : le salaire minimum à 8,5 € de l'heure que le SPD prévoit de mettre en œuvre dès le 1er février 2014. « *Nous avons en Allemagne un secteur de bas salaires tel qu'il en existe nulle part ailleurs en Europe. 7 millions d'Allemands gagnent moins de 8,5 € de l'heure* » a-t-il déclaré. La chancelière sortante est favorable à un salaire minimum négocié avec les partenaires sociaux par branche et par Land. Depuis 2009, des accords ont déjà été signés dans des secteurs tel que le bâtiment et les travaux publics. Ils couvrent environ 3 millions de personnes. Peer Steinbrück juge « *inégalitaire* » la mesure proposée par Angela Merkel car « *tous les salariés ne seraient pas concernés* ».

En revanche, le SPD a refusé de s'engager sur les retraites. Il a promis que chaque travailleur pourra partir à la retraite à 63 ans s'il a cotisé durant 45 années et affirmé que toute personne ayant cotisé 30 ans devrait recevoir une pension de retraite de 850 euros minimum.

Le SPD a récemment modifié son discours sur les impôts. « *Nous voulons augmenter les impôts mais pas tous et pas pour tout le monde ; croyez moi, nous n'alourdirons pas le fardeau des entreprises allemandes* » a déclaré Peer Steinbrück le 19 août dernier. Le SPD affirme que les hausses de taxes n'affecteront que 5% des Allemands. Il y a une dizaine de jours, le dirigeant du SPD, Sigmar Gabriel, a indiqué que son parti pourrait renoncer à des hausses d'impôts si la lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir rapportaient suffisamment d'argent. Des propos auxquels ses partenaires écologistes ont violemment réagi en reprochant à leur allié de manquer de courage, d'oublier ses engagements de campagne et de tenter de favoriser la mise en place d'une grande coalition à l'issue du scrutin fédéral.

Peer Steinbrück a promis une lutte sans merci contre l'évasion fiscale qui, selon lui, coûte 150 milliards € à

l'Allemagne par an, soit 16% des rentrées fiscales totales. Il s'est déclaré favorable à la mise en place d'une autorité de contrôle fiscale fédérale ainsi qu'à des mesures internationales. Il semble avoir admis qu'il était difficile, voire impossible, d'espérer remporter les prochaines élections en proposant des hausses d'impôts.

Peer Steinbrück, principalement choisi en raison de ses compétences économiques, souffre de plusieurs handicaps dans cette campagne : un déficit d'image, notamment parmi les femmes ; des difficultés à faire entendre sa différence (Angela Merkel excellant au jeu consistant à reprendre (à son avantage) les thèmes (et les propositions) de campagne de ses adversaires) et à exposer un programme alternatif sans critiquer la très populaire chancelière sortante et enfin, un problème pour convaincre les électeurs que son parti possède une réelle stratégie de croissance à même d'assurer une plus grande justice sociale alors que la redistribution via des transferts sociaux est désormais impossible.

« *Ceux qui pensent que cette élection est déjà gagnée pourraient se réveiller dans une Allemagne dotée d'un gouvernement dont le Parti de gauche ferait partie* » aime à répéter Angela Merkel. Le SPD a pourtant assuré qu'il ne ferait pas alliance avec Die Linke: « *Berlin se doit d'être un partenaire stable à l'étranger pour résoudre la crise de l'euro et parce que l'Allemagne appartient à l'OTAN* » a déclaré Peer Steinbrück. Katrin Göring-Eckardt, tête de liste des verts (avec Jürgen Trittin), a évoqué l'irresponsabilité de Die Linke en matière de politique étrangère: « *Nous ne pouvons envisager aucune coopération avec lui* » .

Le Parti de gauche comprend, entre autres, d'anciens du SPD qui ont quitté leur parti en opposition aux réformes du chancelier Schröder. Les divergences entre les 2 partis de gauche sont toujours très importantes, et davantage encore que celles existant entre le SPD et la CDU. « *Les Allemands ne comprendraient pas l'alliance réunissant le SPD au Parti de gauche, ils veulent un gouvernement stable* » affirme Oskar Niedermayer de l'université libre de Berlin.

Les récentes enquêtes d'opinion ont mis à jour une légère poussée des intentions de vote ne faveur du

SPD. Cependant, celle-ci est concomitante à un recul de ses alliés écologistes. Les électeurs semblent en effet effrayés par les augmentations d'impôts prévus par le programme des Verts. Katrin Göring-Eckardt a d'ailleurs tenu à rassurer en déclarant que 90% des ménages allemands verraient leur impôt baisser si son parti arrivait au pouvoir. Les Allemands ont également peu appréciés que les verts aient quelque peu négligé les questions environnementales. « *Les Verts ont fait une erreur stratégique en choisissant la justice sociale comme sujet central de leur campagne électorale* » analyse Manfred Güllner de l'institut d'opinion Forsa. Alors qu'il dirige 9 des 16 *Länder* (et qu'ils gouvernent dans 4 autres en coalition), le SPD peine à trouver le moyen de convertir sa domination régionale au niveau national.

« *Le SPD continue à dire que tout va mal mais les Allemands sont satisfaits de leur situation et ils voudraient bien savoir ce que Peer Steinbrück fera pour améliorer celle-ci* » souligne Christoph Moss, professeur à l'Ecole de technologie de l'information d'Iserlohn.

L'Institut pour l'économie allemande de Cologne a évalué les programmes électoraux des principaux partis politiques. Selon lui, le programme le plus onéreux (160 milliards € par an) est celui du Parti de gauche. Celui

du SPD s'élèverait à 60 milliards € et celui de la CDU à 11,8 milliards €. Le directeur de l'institut, Michael Hüther, a affirmé en outre que les promesses fiscales des 2 partis de gauche détruiraient 300 000 emplois et entraînerait une baisse de croissance de 0,7%.

Selon la dernière enquête d'opinion publiée par l'institut Infratest dimap, la CDU arriverait largement en tête du scrutin avec 41% des suffrages. Elle serait suivie par le SPD, qui recueillerait 27%, les Verts 10% ; le Parti de gauche, 8% et le FDP, 5%. Avec 3% des voix, l'AfD serait sous le seuil de 5% obligatoire pour être représenté au Bundestag.

La chancelière sortante devrait donc effectuer un 3e mandat à la tête de l'Allemagne. « *Les électeurs veulent des dirigeants normaux et qui suivent une ligne et qui s'y tiennent. Angela Merkel est prévisible, sincère et claire* » affirme Ulrich von Alemann, politologue de l'université de Düsseldorf,

1/5 des électeurs disent ne pas encore avoir fait leur choix. Enfin, le niveau de la participation sera également important. Celle-ci est, comme la grande majorité des pays européens, en baisse constante depuis 40 ans. Au point que les « non-votants » pourraient devenir le 22 septembre prochain le premier « parti » d'Allemagne.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.